



SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Rhône"



FONDS DE SOLIDARITÉ

PRANC

Données au 18/04/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 21 746 784 092 euros

Nombre d'aides : 8 160 049

Nombre d'entreprises : 1 999 352

Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes





Montant total: 2 861 942 916 euros

Nombre d'aides : 1 034 027

Nombre d'entreprises : 259 135

Niveau Départemental : Rhône

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 689 781 224 euros

Nombre d'aides: 270 176

Nombre d'entreprises : 65 894



PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT



Données au 09/04/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.

Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020. Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 135 748 957 728 euros

Nombre de prêts : 668 049

Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes



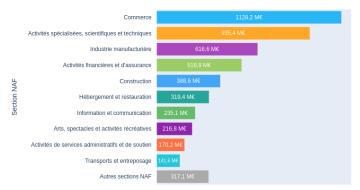


Montant total: 14 984 616 718 euros

Nombre de prêts : 87 818

Niveau Départemental : Rhône

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 4 987 879 299 euros

Nombre de prêts : 22 875



REPORTS D'ÉCHÉANCES FISCALES



Données au 08/04/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 3 436 211 465 euros

Nombre de reports : 112 636

Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes



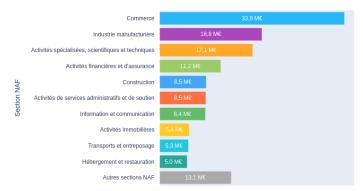


Montant total: 376 774 920 euros

Nombre de reports : 11 320

Niveau Départemental : Rhône

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 135 218 129 euros

Nombre de reports : 3 110



AIDES AUX ARTISANS, COMMERÇANTS



Données au 30/09/2020 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National





Montant total: 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes





Montant total: 143 685 470 euros

Nombre d'aides: 170 777

Niveau Départemental : Rhône

Top 10 des aides CPSTI ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 29 663 456 euros

Nombre d'aides: 35 600



ACTIVITÉ PARTIELLE



Données au 23/02/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement.

Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National



Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes

